

Journal : EL PAIS

Mardi 28 Juin 2013

### **Un sommet européen sans queue ni tête**

Le budget européen est souvent synonyme de crises politiques. Il doit, entre autres, pouvoir anticiper les défis de l'avenir, prendre en compte les prérogatives nationales et répondre aux attentes des citoyens. La dernière réunion du Conseil européen a prouvé que la conciliation de ses trois éléments est une tâche ardue.

Le fonctionnement de l'Union européenne a un coût autant financier qu'humain. Lundi 27 juin, lors de la réunion réunissant le président Herman Van Rompuy, les 27 chefs d'États et le président de la Commission européenne, les débats concernant le budget européen ont été une fois de plus mouvementés. Le premier ministre britannique David Cameron a claqué la porte, menaçant d'opposer son veto à tout compromis avec le parlement européen. En cause ? La volonté du président du Conseil européen de prendre en compte les revendications du Parlement, de réviser à mi-parcours les perspectives financières pour la période 2014-2020 et de faire bénéficier l'Union européenne de ressources propres. Des exigences qui ne sont pas crédibles au regard du traité de Lisbonne où le cadre financier pluriannuel appelé souvent *perspectives financières*, fait l'objet d'une procédure législative spéciale. Avec ce traité, le parlement a élargi ses compétences. Certes, il ne peut pas modifier directement le cadre financier pluriannuel qui dispose de ressources propres depuis 1988, mais peut le contester et le rejeter à la majorité de ses membres. Une clause de révision qui permettrait aux eurodéputés de se prononcer sur le cadre financier (réexamen à mi-parcours), a été négociée avec le Royaume-Uni pour éviter que celui-ci n'oppose un veto systématique aux affaires budgétaires.

### **Amis de la cohésion, au revoir**

Le Royaume-Uni fait preuve d'une grande ingratitude. Le pays a tiré avantage de son adhésion à Communauté économique européenne en 1973. Il était alors en pleine récession et a pu, grâce aux aides européennes, relancer son économie. L'État britannique importe de nombreux produits alimentaires provenant de pays hors de l'Union européenne. Il bénéficie de moins de subventions de la Politique agricole commune (PAC) tout en y participant financièrement. Cette générosité n'est plus d'actualité. Depuis 1985, le Royaume-Uni touche une compensation à hauteur de 66% pour combler la différence entre ce qu'il verse et ce qu'il reçoit. Les perspectives financières 2014-2020 abondent dans le sens de Cameron en réduisant le fonds de cohésion pour les régions défavorisées et les aides agricoles. Coïncidence ou non, l'Espagne est à l'initiative de la création du fonds de cohésion, de 1994. Celui-ci aide les États membres dont le revenu national brut par habitant est inférieur à 90% de la moyenne communautaire. Il tend à réduire leur retard économique et social. Nous, Espagnols, en avons largement profité. Ces aides nous ont permis de développer notre économie : mettre place un réseau étendu de trains à grande vitesse (les lignes Madrid-Valladolid, Madrid-les Asturies, Bilbao-Santander) et maintenir nos productions agricoles de Castille et Léon, d'Andalousie et de Galice (fruits, céréales, vin, huile d'olive, viande ovine). Une baisse de moyens affectera non seulement le secteur agricole mais aussi l'emploi. La formation et l'incorporation des jeunes, essentielles à la revitalisation du monde rural, en pâtiraient. Le budget européen se dit toujours tourné vers l'avenir. L'égoïsme britannique sacrifie de plus en plus les chances de nos futures générations condamnées pour le moment à un subir un taux de chômage indécemment (60% des

25-40 ans). Le maintien des aides régionales à un taux raisonnable n'est pas qu'une histoire d'intérêts particuliers.

La révision du CPF prend tout son sens au regard de l'entrée de la Croatie au 1er juillet 2013. L'Union européenne tend la main au nom de tous et pour tous. L'amélioration des conditions de vie de quelques citoyens européens bénéficie à toute la Communauté. Malgré notre situation économique déplorable, le gouvernement espagnol est prêt à assumer de manière progressive sa position de contributeur net au prochain budget. On appelle ça « le sens de la responsabilité collective » ou plus simplement, la solidarité.

**Cécile Thomachot**